

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion de la présentation des archives de la Révolution française, sur les raisons et la portée de la commémoration du bicentenaire, Paris, La Sorbonne, vendredi 15 janvier 1988.

Ce n'est pas la première fois que je me trouve, à cette place, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne où vous avez bien voulu me convier. Je n'aimerais pas abuser. Mais il s'agit cette fois du bicentenaire de la Révolution. En 1989, vous le savez, la République française aura rendez-vous avec elle-même et avec le monde, pour ce qui sera un examen de conscience et pourrait être un nouvel élan. Nous voici donc réunis à l'initiative de la fondation FNAC, des Presses Pergamon et de la Bibliothèque nationale, pour la première manifestation publique de ce bicentenaire. Qu'elles en soient ici remerciées, en la personne de leurs Présidents.

- De quoi s'agit-il ? de l'édition toute nouvelle - tout autre chose qu'une nouvelle édition - d'archives vénérables mais mal connues et jamais jusqu'à présent réunies de la sorte, couvrant la période 1789 - 1799.

- Un événement scientifique est un sujet sérieux sans doute un peu austère. Celui-là nous touche tous, savants comme simples citoyens. C'est du passé, dira-t-on, et un passé lointain ? Je ne crois pas. Il en va de notre mémoire et de notre liberté parce qu'il s'agit d'histoire, et pas de n'importe quelle histoire : celle de notre Révolution, de notre patrimoine. Un peuple sans mémoire n'est plus un peuple libre, il n'y a pas de mémoire spontanée. Les archives ne fleurissent pas comme des arbres. Pareille entreprise exige un singulier concours de compétences, comme celui qu'a su grouper le Comité éditorial de chercheurs venus de pays différents, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France, sous la direction de l'éminent Professeur Colin Lucas, de l'université d'Oxford. Ils méritent tous notre gratitude, que je compte bien leur exprimer. La Révolution française a ceci d'original qu'elle déborde le cadre français, par ses sources d'inspiration, ses répercussions européennes comme par l'universalité de son message. Il était juste que des historiens venus de tous horizons s'attellent à la tâche d'en rassembler les sources documentaires. Cette co-édition sera bel et bien un exemple de coordination internationale, aussi bien que de synergie entre une institution publique et des entreprises privées, puisqu'en effet - et il importe de le rappeler - notre Bibliothèque nationale a fourni la moitié du million de pages mises en microfiches et la totalité des 35000 documents iconographiques sélectionnés pour le vidéodisque qui se trouvera connecté - le terme technique est "interface" - avec la banque de données du Département des Estampes.

S'il est un lieu où la mémoire et la liberté des hommes se donnent la main, c'est bien cette vieille Sorbonne, qui s'appelait, il y a juste un siècle, "la Nouvelle Sorbonne". On n'oublie pas, en effet, que cette partie de l'édifice où nous nous trouvons fut édifiée et inaugurée en 1889, à l'occasion du premier centenaire de la Révolution. Rappellerai-je qu'elle fut construite à part égale par l'Etat et la Ville de Paris ? Il y a et c'est heureux, du hasard, beaucoup de hasard, dans l'histoire. Mais que le prologue du bicentenaire ait lieu dans cet amphithéâtre ne me semble pas fortuit mais plutôt symbolique. Le bicentenaire de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme, tout cela ne doit pas faire l'objet d'une compétition mais d'une émulation entre les différents pôles de la communauté nationale, comme entre les régions, les pouvoirs publics, les institutions

éducatives et culturelles, et ajouterai-je, toutes les forces politiques responsables.

- Je m'en voudrais, pour ma part, de ne pas mentionner une autre généalogie, mais j'en ai bien le droit puisque nous parlons d'archives. En 1989, laser et micro-ordinateur relairont l'imprimé et l'estampe. Ainsi se poursuit la longue course de relais qui est celle du savoir et de la fidélité qu'initièrent jadis, contre vents et marées, quelques grands pionniers de la science et quelques fondateurs de la République. Messieurs les membres du Comité éditorial des archives de la Révolution française, vous êtes les continuateurs de Jean Jaurès. C'est lui qui, en 1904, dans la foulée du premier centenaire, fit voter la création, sous l'égide de la chambre des députés et du Sénat, de la première "Commission de recherche et de publication de textes et de documents relatifs à l'histoire économique et sociale de la Révolution française". Cet intitulé, que je viens de rappeler, comme le geste lui-même, ne manquaient pas d'audace. Cette commission Jaurès existe toujours et elle est implantée ici à la Sorbonne, animée par Michel Vovelle qui est, avec François Furet, l'un des deux membres français de votre comité. Eh bien, je ne veux pas oublier cette longue chaîne de savants qui font corps avec notre tradition républicaine, et qui, - je risque d'être injuste en citant quelques noms - d'Alphonse Aulard à Georges Lefebvre en passant par Mathiez et Soboul, ont transmis ici même de génération en génération le flambeau de l'histoire de la Révolution, dans des conditions souvent de dénuement matériel, et parfois d'adversité politique, ce qui doit bien leur valoir et le respect et la reconnaissance. Et voilà qu'aujourd'hui vous allez couronner cet obstiné travail d'enquête par deux innovations décisives. Grâce aux techniques les plus modernes de reproduction, les archives de la Révolution française vont devenir à la fois exhaustives et maniables, en quoi votre édition fera date. Un chercheur, à Tokyo, à Denver ou à Londres, n'importe où sur la planète, pourra, sans venir à Paris - ce qui paraît fâcheux : ce pourrait être nécessaire -, tout savoir de la Révolution française. Voilà le premier fonds de notre mémoire nationale vraiment commun au monde entier.\

Mesdames et messieurs, il m'est agréable de voir s'annoncer l'année du bicentenaire par un travail scientifique de cette qualité. Il n'est pas de vraie piété sans exactitude. Cette forme essentielle de la liberté qu'on appelle "l'esprit critique" commence par l'établissement et la fréquentation des sources. La démocratie, c'est aussi cela : le culte de la vérité. Avant de répudier ou de communier, de consacrer ou d'exécrer, il faut connaître. Ainsi évitera-t-on de manier l'encensoir ou l'anathème inutilement. Vous n'avez pas réuni les pièces à charge ou à décharge d'un procès, mais les éléments d'un débat objectif qui doit d'abord reposer sur le respect des faits. Trop souvent la haine ou la peur - mais ce peut-être aussi, même si c'est moins dans l'air du temps, un excès de ferveur - travestissent le visage de la Révolution. On ne refait pas l'histoire à son gré, avec ses propres préventions ou avec ses passions. Certes, il y a, et c'est tant mieux, beaucoup de lectures possibles de cet événement capital, comme il y eut beaucoup de légendes, roses ou noires, de la Révolution. Prenons d'abord acte de ce qui s'est réellement passé, pensé, écrit, peint, sculpté, rêvé au cours de cette période avant de porter jugement. Ecartons un moment la gangue des commentaires, des spéculations, des imputations pour revenir aux choses et aux hommes en leurs temps, en leurs lieux. Commémorer, c'est rajeunir, c'est renouveler le passé et la vision que nous en avons, ouvrir les yeux neufs sur l'événement, reformuler nos questions, redécouvrir ce qui est mal connu, souvent parce que trop connu.

- Quelles sont les causes de l'explosion révolutionnaire ? Était-elle ou non évitable ? À quel facteur principal attribuer l'enchaînement des violences ? À l'idéologie Jacobine ? Au refus des réformes par les tenants de l'Ancien Régime ? À l'acharnement de la Contre-Révolution, intérieure et étrangère ? À la mentalité collective de l'époque ? C'est aux historiens d'en débattre. Ce n'est pas au Président de la République d'en décider à leur place. Sans doute celui qui vous parle aujourd'hui a-t-il parfois réfléchi à ces questions. Il a, comme n'importe quel citoyen, ses propres convictions et il est parvenu, tout compte fait, à quelques conclusions.\

Nombreux sont ceux qui, plus ils apprennent à connaître la Révolution, plus ils ont de respect, d'estime, souvent d'admiration pour ses acteurs. J'avoue que je suis de ceux-là. Et quand je parle de la Révolution, je fais comme vous, enfin je le suppose : j'embrasse l'ensemble des événements, des années qui vont de 1789 à 1799, je mets en perspective un processus - c'est

bien l'esprit de la cérémonie d'aujourd'hui -, années de plomb, de sang, de rêve et d'anticipation. Pour parler clair, sans chasser de mon champ de vision les massacres de septembre, les colonnes infernales, la loi des suspects et la guillotine, je constate que l'année 1792 vit, entre autres choses, la chute de la monarchie de droit divin et la première élection directe au suffrage universel, l'année 1793 l'instauration du principe de l'enseignement gratuit et obligatoire, 1794 l'abolition de l'esclavage et la victoire de Fleurus, 1795 la première loi sur l'instruction publique ainsi que la séparation de l'Eglise et de l'Etat... arrêtons ici l'énumération. Ce sont de vieux débats. On voit cependant qu'ils se raniment, ici et là, avec des véhémences inattendues. Faut-il dire, comme Clemenceau, "la Révolution est un bloc" ? J'y inclinerais, pour ma part. Mais alors, nous voilà dans l'obligation ou bien de tout rejeter, ou bien de tout accepter, et il me semble que le discernement n'aurait rien à y gagner. Ne faudrait-il pas dire plutôt : la Révolution est un tout, mais un tout complexe, comme la vie elle-même, où il y a, à tout moment, en 1789 comme en 1795, l'année de la Bastille comme de Thermidor, de l'enthousiasme et de l'inacceptable, de l'espérance et de la peur, des élites et des foules, de la violence et de la fraternité. Comment ne pas les distinguer dans notre jugement mais comment les séparer dans la réalité des choses ? Je me garderai bien de répondre à ces questions, pour beaucoup de raisons dont la première découle, à mes yeux, des "principes de 89", selon lesquels il n'y a et ne peut y avoir, en République, ni catéchisme d'Etat ni philosophie officielle.

- Mais une République qui oublie ses origines ne tarde pas à les renier. Elle a toujours besoin de se ressaisir pour ne pas déchoir, de se ressourcer pour ne pas s'abîmer. Elle est bien là, l'urgente actualité de ce bicentenaire. Celui-ci n'a pas pour tâche d'imposer un quelconque bréviaire mais de renouer les fils de notre histoire nationale. La République a pour devoir vital de ranimer sans cesse la pédagogie de ses valeurs fondatrices : liberté, égalité d'abord, plus tard, fraternité. Il importe, à cet égard, de mettre un terme au constant recul dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire de l'histoire de la Révolution française. La France n'est pas née en 1789. Mais sans la rupture et l'héritage révolutionnaire, notre pays n'aurait jamais mérité ce titre si difficile chaque jour à porter de "patrie des droits de l'homme", et notre République ne serait peut-être pas ce qu'elle est, laïque et pluraliste, sociale et démocratique. Le procès de la Révolution n'est-il pas bien souvent la forme autorisée du procès de la démocratie. Le dédain de la première contribue, tôt ou tard, soyons-en sûrs, au mépris de la seconde. Feuilletez nos manuels d'histoire élémentaire, et vous vous rendrez vite compte que, depuis deux siècles, les divers régimes qui ont mis sous le boisseau, le souvenir, les emblèmes et les principes de la Révolution sont aussi ceux qui ont mis sous séquestre les libertés publiques, les libertés individuelles. Premier Empire, Restauration, Second Empire, Ordre moral, "Etat français"... la liste est longue. Mais le résultat est le même : on a beau allier parfois ou encore l'image de la Révolution à celle du sang versé, il existe en fait une corrélation rigoureuse entre le respect des libertés et de la vie et l'esprit d'une révolution dont la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen constitue l'incarnation la plus définitive.

C'est précisément pourquoi le devoir d'attention envers l'histoire d'hier ne fait qu'un avec le devoir de vigilance envers l'histoire de demain, sans oublier celle qui se fait aujourd'hui, jour après jour. "La Révolution s'achève à la perfection du bonheur", disait Saint-Just. Vaste programme. L'éternelle revendication du bonheur, par définition, n'aura pas de fin, et il n'est sans doute pas souhaitable que l'Etat veuille prendre en charge le bonheur des individus. Il doit simplement veiller à ce que les conditions qui dépendent de lui soient réunies. Il y a une dynamique de 1789 qui déborde l'événement, qu'un grand historien appelait "la direction d'intention" de la Révolution. Comme la Déclaration des droits de l'homme surplombe les codes législatifs, comme l'éthique transcende la politique qui la traduit, dans les faits, comme les valeurs survivent aux conduites, le combat pour l'émancipation humaine dépasse les limites d'un siècle révolu. Nous sommes comptables, tous comptables, devant l'avenir, d'un héritage en suspens et toujours menacé. Oui, ce que nous appelons avec fierté et peut-être un peu de paresse "les acquis révolutionnaires", ne sont pas et ne seront jamais des acquis ineffaçables, irréversibles. La nuit menace ou bien revient, chaque fois que le temps oblige, et nous sommes quelques-uns en âge de nous souvenir qu'un an après les festivités du 150^{ème} anniversaire de la

quelques-uns en âge de nous souvenir qu'un an après les festivités du centenaire anniversaire de la Révolution, en 1939, la devise "Travail - Famille - Patrie" succédait, très officiellement, à "Liberté, Egalité, Fraternité". Il faut être sur le qui-vive pour maintenir en vie l'éthique républicaine. Je dirai même : encore plus aujourd'hui qu'hier. Parce que les euphories prométhéennes du progrès ne sont plus tout à fait les nôtres, parce que l'avenir des sciences et des techniques n'est pas nécessairement celui de la paix et des libertés, parce que nous ne marions plus la providence et la République, parce que le bonheur n'attend plus passivement l'humanité au bout du chemin de ses peines, bref, parce que nous ne vivons plus au siècle des Lumières et que nous connaissons les ambiguïtés de la déesse Raison, nous savons qu'aucune distraction, aucun relâchement ne nous est permis pour maintenir debout cette France que nous aimons, ouverte, tolérante, fière, démocratique, républicaine.

- Pour célébrer, il y a plus d'un siècle, le premier centenaire de l'avènement de la République, Victor Hugo écrivait : "Ayons une si fière façon de nous en souvenir qu'il en sorte la liberté du monde. Célébrer les grands anniversaires c'est préparer les grands événements".

- La liberté - j'ai cessé de citer Victor Hugo - la liberté, l'égalité et la fraternité ne sont pas à mes yeux et ne sont pas aux vôtres, à vous qui êtes là, des valeurs archaïques. Chacun de ces trois mots qui se sont constitués en expression commune à travers le temps demeure un chantier ouvert à l'Europe. Liberté d'aller et de venir, de trouver refuge sur notre sol, d'exercer ses droits, ses droits syndicaux, ses droits d'expression, ses droits de réunion, de rester soi-même. Egalité des citoyens devant la loi, qu'ils soient anonymes ou célèbres, modestes ou puissants & égalité devant l'école et le savoir, devant la maladie et la protection sociale, devant les moyens de diffusion. Fraternité des Français de toutes origines, de toutes couleurs, de toutes croyances, fraternité entre nord et sud de la planète, et comment dire sans provoquer l'inquiétude ou le sourire, entre les privilégiés et puis les démunis. Et si cela ne se fait pas de soi, la charge de la République est d'y veiller.\

La grande commémoration qui va nous rafraîchir un peu plus que la mémoire sera tournée vers l'avenir. Le Comité que préside le Président Edgar Faure en a la charge parmi d'autres, c'est-à-dire qu'il doit appeler à lui l'ensemble des initiatives, un peu partout, ici et là. Et cette commémoration donnera lieu fort heureusement à beaucoup de réjouissances, de cérémonies publiques, ce qui est une forme de fidélité historique aux fêtes de la Révolution. Mais ce sera aussi et peut-être surtout le moyen d'une communication et d'une ferveur authentiquement populaires. Il faut s'y appliquer, mesdames et messieurs. Qu'on ne se méprenne pas sur leur sens. Le Bicentenaire n'est pas, ne peut pas être un spectacle mais il aura les contours d'un grand acte national de mouvement qui, face au monde, rassemblera l'ensemble des Français sur l'essentiel. C'est là l'intérêt puissant d'une manifestation inaugurale comme celle-ci, c'est là que doivent être remerciés ceux qui en ont pris l'initiative et la charge. C'est une grande exigence pour nous tous, une exigence qui touche à l'essentiel, au cœur de notre République. J'ai voulu rappeler ces quelques données, vous inciter à ces quelques réflexions. Chacun a pour mission d'y contribuer, c'est ce que je viens de faire pour ma part. Là où je suis, je le devais. Merci.\